

Écrit par le 3 juin 2026

1218 Ukrainiens accueillis en Vaucluse depuis le début de la guerre



Depuis que la guerre a éclaté en Ukraine en février dernier, les services de l'État et la préfecture de Vaucluse se mobilisent afin d'accueillir les réfugiés ukrainiens dans de bonnes conditions. Plusieurs dispositifs ont été déployés pour leur permettre l'accès au logement, au droit, à la santé, à la scolarisation des enfants, à la langue française et à l'emploi dans une logique d'insertion.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, 1218 personnes ont été accueillies en Vaucluse, dont 710 qui ont été hébergées dans des dispositifs collectifs, 182 qui ont été logées, 266 élèves ont été solarisés, et 229 personnes ont été inscrites à Pôle emploi.

Afin que l'accueil des réfugiés ukrainiens se passe dans des conditions optimales, l'État a financé 3,7 millions d'euros pour l'accompagnement et l'hébergement collectifs des ménages ukrainiens, 116 050 d'euros pour l'accompagnement des personnes dans le logement, ainsi que 62 000 d'euros pour l'apprentissage linguistique.

La protection des réfugiés

Le dispositif de protection temporaire, mis en place dans les pays de l'Union européenne, octroie aux personnes fuyant la guerre en Ukraine, un statut temporaire de réfugiés, leur permettant de séjourner légalement sur le territoire français, pour une durée maximale de 3 ans, avec des autorisations provisoires de séjour d'une durée de 6 mois renouvelable.

Ecrit par le 3 juin 2026

À ce jour, le bureau de l'immigration et de l'asile de la préfecture de Vaucluse a délivré 1184 autorisations provisoires de séjour, 770 en première demande et 414 en renouvellement.

L'hébergement

Trois dispositifs permettent l'hébergement des Ukrainiens : l'hébergement collectif, l'accueil citoyen et le logement individuel. Un accueil de jour a été installé au 6, boulevard Limbert à Avignon. Ouvert six jours sur sept, il représente le premier lieu d'accueil et de contact en Vaucluse pour les réfugiés.

Les Ukrainiens sont ensuite guidés vers un des cinq logements collectifs situés à Avignon, Carpentras, Orange, Cavaillon et Apt. 345 Ukrainiens sont accueillis en hébergement collectif à ce jour. Près de 700 personnes en ont bénéficié dans le département depuis le début de la crise. L'État a financé 3,7 millions euros pour l'ensemble des dispositifs d'hébergement collectifs

Une fois la situation des ménages stabilisée, il est proposé aux Ukrainiens une solution plus pérenne vers un accès au logement.

Actuellement, 182 déplacés ukrainiens ont été orientés en logement en Vaucluse. L'État a financé 116 050€ pour ces mesures d'accompagnement.

La langue française

La direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) a organisé plusieurs ateliers socio-linguistiques, notamment sur les sites de Carpentras et d'Orange, afin de proposer des sessions intensives d'apprentissage de la langue française aux réfugiés.

Dans le cadre de l'accès à l'emploi, Pôle emploi s'est mobilisé pour organiser des formations spécifiques d'apprentissage de la langue à visée professionnelle. Pour permettre cet apprentissage, l'État a financé 62 000€ au niveau local.

L'emploi

Autre facteur essentiel d'intégration pour les réfugiés, qui sont relativement diplômés et disposent d'un bon niveau d'éducation : l'emploi. Afin de les accompagner au mieux, Pôle emploi a renforcé ses équipes dans le but de répondre aux besoins des Ukrainiens en matière de formations spécifiques à visée professionnelle.

L'école

Trois unités pédagogiques pour élèves allophones nouvellement arrivés ont été déployées par l'éducation nationale afin d'accueillir au sein de plusieurs établissements les enfants ukrainien : au collège Raspail à Carpentras, qui accueille 23 élèves ukrainiens, au lycée Fabre à Carpentras qui en accueille 14, et au collège Gionot à Orange qui en accueille 19. Une nouvelle unité devrait s'ouvrir à Orange en 2023.

Les droits

Écrit par le 3 juin 2026

Les associations et opérateurs de l'État pour l'accompagnement social des ménages ukrainiens œuvrent ensemble afin de permettre une ouverture rapide des droits et les aider dans toutes leurs démarches administratives. L'association Entraide Pierre Valdo et la société Adoma sont mobilisées pour le suivi en hébergement collectif. Cap Habitat, Soligone, Habitat Humanis, Le Village, Rhéso, Cité Caritas, sont quant à elles chargées de l'accompagnement dans le logement.

Toutes ces associations travaillent en relation avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) et la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) afin de faciliter l'ensemble des démarches administratives auprès de ce public. À ce jour, 1093 droits ont été ouverts à la CPAM.

La santé

Dès l'arrivée des premiers réfugiés ukrainiens, l'Agence régionale de Santé (ARS) s'est mobilisée et a constitué des équipes pour réaliser des bilans de santé flash et assurer le suivi médical des personnes. En tout, 249 évaluations de santé ont été réalisées par l'ARS.

Et en 2023 ?

Comme cette année, l'accès à l'emploi et à l'apprentissage du français, et la scolarisation des enfants demeureront essentiels pour l'insertion des réfugiés.

Les services de l'État continueront à se mobiliser afin de stabiliser l'hébergement collectif et permettre aux ménages ukrainiens d'accéder à des logements individuels, autant que possible, pour ceux disposant de ressources.

V.A.

Saint-Didier, Quand le Château de Thézan du XVIe siècle renaît à la vie

Ecrit par le 3 juin 2026



Le Château de Thézan ? C'est cette imposante bâtisse -de 4 000 m2 - du XVIe siècle -que l'on découvre avec ses 2 hectares de parc, juste derrière l'église de Saint-Didier située à l'entrée du village de presque 2 000 âmes.

Ecrit par le 3 juin 2026



Le Château de Thézan, côté Jardin à la française Copyright Mireille Hurlin

En 2015, les grilles du château -exécutées par [Jean-Philippe Fally](#) forgeron d'art à Pernes-les-Fontaines, il y a un peu plus de 20 ans- s'ouvrent sur les silhouettes d'[Emmanuel Renoux](#) -professionnel du marketing développement pour une célèbre Maison de luxe en maroquinerie - et Pierre-Laurent de Beytia -administrateur de biens, spécialiste de l'immobilier de bureau- tous deux amateurs d'art et de vieilles pierres.

Les deux hommes recherchaient un château depuis plusieurs années

Pour cela ils ont sillonné toute la France. Hiver 2015, ils franchissent pour la première fois les grilles du [Château de Thézan](#) et sont séduits par l'architecture renaissance du lieu. En 2019, après 4 ans de réflexion, de nombreuses pérégrinations, ils signeront le projet de leur vie. Entre-temps le château a été squatté, tagué, un feu a même été fait, sur le parquet ancien, au milieu d'une pièce. Mais ça ne leur fait pas vraiment peur. Et puis si Pierre-Laurent de Beytia aime les châteaux c'est que dans l'escarcelle

Ecrit par le 3 juin 2026

familiale on en compte déjà un avec vue sur le lac Léman. L'homme sait à quoi s'attendre.

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

DR

Ce qui les a incités à signer ?

Le château n'avait pas été victime de remodelages trop intrusifs et conservait sa facture ancienne. Et pour cela, les deux hommes déposent, sur la table, 3M€ avec cependant une certitude : il en faudra bien plus pour porter haut leur ambition. Quelle est-elle ? Redonner vie au lieu, y inviter les habitants et autres visiteurs amoureux de vieilles pierres, d'histoire et d'une nature florissante possiblement signée [André Le Nôtre](#) (1613-1700).

Le coup de cœur

Le coup de cœur ? Les deux gentlemen parisiens l'ont, en premier lieu, pour la Provence, pour 'le changement de vie, la douceur du climat, la vie provençale au cœur d'un beau village'. Puis ils se remémorent 'avoir été happés par l'architecture et les décors des pièces historiques', l'élégance et le romantisme Belle époque du jardin parachevant de les séduire.



Écrit par le 3 juin 2026

Emmanuel Renoux et Pierre-laurent de Beytia, deux entrepreneurs au service du patrimoine et de l'économie locale Copyright Mireille Hurlin

Après les étoiles plein les yeux, le diagnostic d'un cabinet d'archis

Mais voilà, derrière une belle histoire romantique se cache une toute autre réalité et il y a urgence à dresser un diagnostic précis d'une demeure laissée à l'abandon depuis 1980. C'est le cabinet [RL&A](#), architectes du patrimoine, en lien avec la Direction régionale des Affaires Culturelles qui s'y attèle délivrant le fil conducteur -et la hiérarchisation des travaux- à mener sans perte de temps.

La menace vient de la toiture

Comme souvent la menace vient en premier lieu d'une partie de la toiture -1 000 m² de tuiles provençales- qui menace de s'effondrer et laisse couler des torrents d'eau sur les magnifiques décors des pièces les plus anciennes. Quant au diagnostic du cabinet d'architecture ? Il relève plus de l'épaisseur d'un bottin que d'une brochure touristique.

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

L'escalier à vis DR

Au chapitre des chiffres

Mis en vente, au départ, à plus de 3M€, le château de Thézan sera finalement négocié à 1,4M€. Le budget d'Emmanuel et Pierre Laurent ? 3M€. Le coût de la réfection des 1 000 m² de toiture : 750 000€. Les huisseries ont été intégralement repeintes en rouge sang de bœuf, couleur très en usage à la renaissance. La création d'appartements privés est en cours ainsi que les gîtes ou chambres d'hôtes, la destination des lieux est en cours de réflexion et devra sa réalisation au regard de la réglementation des ERP -Etablissements recevant du public-. L'inscription du château aux Monuments historiques permet de percevoir des aides de l'Etat à hauteur de 40%, mais leur usage est, hélas, lié au temps long et administratif. La pénurie de matériaux en période après Covid, la guerre en Ukraine et la surenchère de matière première ont rehaussé le coût des travaux de 20% causant quelques nuits blanches supplémentaires aux propriétaires.

Vite, redonner son faste au parc

Qu'importe ! Pas dépités pour deux sous mais plutôt pragmatiques, Emmanuel et Pierre-Laurent s'arment de courage pour débroussailler, nettoyer et clôturer le parc régulièrement visité par des importuns de jour comme de nuit. Ensemble ils décaissent la fontaine rocaille, la rivière anglaise presque complètement disparue sous des m³ de d'humus et étouffée par une forêt de bambous invasifs. Ils font même appel aux étudiants de Licende-pro -Aménagement du paysage- du [Lycée agricole Louis Giraud de Carpentras](#) pour la renaissance du parc selon Le Nôtre et d'après le schéma directeur des bâtiments et espaces extérieurs.

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Le séquoia a double tête Copyright Mireille Hurlin

Un artiste reconnu mondialement pour réveiller le parc

Enthousiasmés par la vie qui renaît en son parc, des arbres séculaires dont de majestueux platanes, un cèdre de l'Atlas, un immense séquoia à double tête de plus de 30m de haut, un être pourpre et le grand être, des pins d'Alep et noirs, les propriétaires proposent, de juin à septembre 2022, leur première exposition d'art contemporain, dévolue à 12 œuvres monumentales du sculpteur Venesquais [Etienne Viard](#). Ce qui leur a plu ? Des œuvres monumentales métalliques minimalistes inspirées des lignes végétales.

Quel modèle économique ?

Le projet est multiple mais sa finalité est bien de créer des activités propices à l'autofinancement de l'entretien du château. Comment ? En ponctuant l'année d'événements ouverts au public et en privatisation des lieux. Emmanuel et Pierre-Laurent se sont déjà penchés sérieusement sur un programme culturel à l'année, des expositions de peinture, sculptures et de photographies, des concerts, les Journées européennes du patrimoine, l'ouverture du parc les week-ends de juillet et août pour des 'rendez-vous au jardin' sont possiblement prévus pour 2023. La restauration des pièces historiques dont certaines ont conservé leurs magnifiques décors feront parties des premières visites et le centre d'hydrothérapie qui arbore toujours ses vestiaires, bassins intérieurs, jets à haute pression et cabines de luminothérapie interpelleraient sans aucun doute les visiteurs. Ils réfléchissent aussi à un cercle de mécènes pour les soutenir dans la renaissance du château dont les tout premiers fondements remontent tout de même à 900 ans avec cette ancienne villa gallo-romaine.

Ecrit par le 3 juin 2026



La rivière anglaise conçue à la Belle époque Copyright Mireille Hurlin

Des anecdotes ?

Un seigneur des lieux -descendant d'[Elzéar de Thézan](#)- aurait rencontré et mandé André Le Nôtre (1613-1700) pour la création du jardin à la française. [Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais](#) (1732-1799) y aurait séjourné et trouvé l'inspiration pour écrire La mariage de Figaro. Le Château de Thézan aura été miraculeusement protégé des affres de la révolution, de deux guerres mondiales et de l'occupation. Le centre d'hydrothérapie a connu une si grande aura que Saint-Didier fut un temps rebaptisé, en 1918, Saint-Didier-les-Bains.

Les parties les plus précieuses de l'édifice ?

Elles sont inscrites à l'inventaire des Monuments historiques comme les toitures, les façades de la Cour d'honneur, le porche d'entrée, l'escalier à vis, les cheminées d'époque, les salles d'apparats, les fenêtres du 15^e et 16^e siècle, le grand salon avec son décor, la tour médiévale du XV^e siècle, le parc et son orangerie.

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

La fontaine rocaille du parc DR

Patatras

Emmanuel et Pierre-Laurent déplorent le vol de 102 pieds d'oliviers intervenu dans leur toute jeune oliveraie dans la nuit du 5 au 6 novembre. Celle-ci fait partie des projets de développement économique du château pour rendre son entretien, dans le temps, pérenne.

Des pierres qui résonnent de la mémoire des hommes

On retrouve la trace de cette belle demeure 'Castrum primitif' en 1159 dans une missive où Raymond V, Comte de Toulouse et marquis de Provence vend et fait mention de Villa sancti Desiderii - Villa de Saint-Didier - à l'évêque Franco de Carpentras. Ce lieu de villégiature est construit sur les fondations d'une villa gallo-romaine accueillera véritablement une vie de famille entre le XVI et XVIIe siècle lorsque Elzéar de Thézan prendra pour épouse Siffreine de Venasque en février 1483, famille qui occupera le château durant plus de trois siècles.



Ecrit par le 3 juin 2026

Les armoiries du Château Copyright Mireille Hurlin

Les grands travaux engagés à partir de 1660

C'est Louis de Thézan, noble comtadin en 1660 et son fils, le dispendieux, Paul-Aldonce-François qui opéreront les plus grandes opérations de construction avec un bâtiment central flanqué de deux ailes -dans lesquelles seront organisées de grandes salles d'apparat en retour pour de fastueuses et renommées fêtes. Les ailes sont reliées par une vaste terrasse donnant sur un jardin à la française orienté au Sud. C'est à ce moment-là que la façade méridionale empreinte un style néo-médiéval avec ses deux tours et que le jardin à la française se mue en parc à l'anglaise.

L'entrée change de cap

L'entrée, auparavant orientée au Sud, en direction du village voisin du Beaucet, regarde désormais en direction de la tour fortifiée de Saint-Didier.

La vente aux enchères de 1809

La propriété est vendue, en 1809 suite au décès de la marquise de Thézan, disparue sans descendance, et devient la propriété de la baronne Olympe de la Baume-Suze, sa nièce qui la revend, en 1814, au marquis Pelletier de Gigondas de la Garde en 1814 qui redonnera son lustre à la prestigieuse demeure et avant que son fils, Henri Auguste Paul, ruiné, ne vende, à son tour, la propriété.

Ecrit par le 3 juin 2026



Une autre fontaine rocaille à l'entrée du château DR

L'entrée de la famille Masquin dans l'histoire du château

L'édifice est alors racheté, en 1862, par Adolphe Masson, médecin, qui en fait un centre d'hydrothérapie très couru. Une soixantaine de chambres et des espaces de soins ponctuent désormais le bâtiment et c'est son gendre, à son décès, qui prend les rênes de l'établissement et accueille une clientèle de curistes aisée. Le centre hydrothérapique est né puis se transforme en centre de soins des maladies nerveuses pour fermer ses portes en 1980 et gagner un bâtiment plus contemporain, toujours dans le village. Il

Ecrit par le 3 juin 2026

s'agit de la clinique Saint-Didier également centre psychiatrique pour les patients adultes en hospitalisation libre.



L'orangerie Copyright Mireille Hurlin

A partir de 1980, château et jardin tombent à l'abandon

Outrages du temps, vols, squat, vandalisme –en 2015- égratignent le bel édifice et son écrin de nature. Désormais ? Les deux nouveaux propriétaires travaillent par strate, aidés dans leur quête de renouveau, dans un premier temps, par les institutions locales et régionales. Emmanuel et Pierre-Laurent ont commencé par ouvrir les extérieurs, la Cour d'honneur et le parc depuis juin 2022. Les intérieurs sont en pleine restauration et le parcours de visite commence à peine à être esquissé.

Les infos pratiques

Le Château de Thézan est inscrit à l'inventaire des Monuments historiques, aux Vieilles maisons françaises et figure dans le guide du Patrimoine local du Vaucluse conçu par la communauté Airbnb.

Ecrit par le 3 juin 2026

Château de Thézan. 58, rue du Château à Saint-Didier. 06 22 88 07 46 contact@chateaudethezan.com. La page [facebook](#) regorge d'informations et tient lieu de journal de bord que tous les amis du lieu lisent avec intérêt.



C'est en passant sous le clocher de l'église que l'on accède au Château de Thézan à Saint-Didier
Copyright Mireille Hurlin

La Fondation du patrimoine et Airbnb

Écrit par le 3 juin 2026

lancement le Guide du patrimoine local du Vaucluse

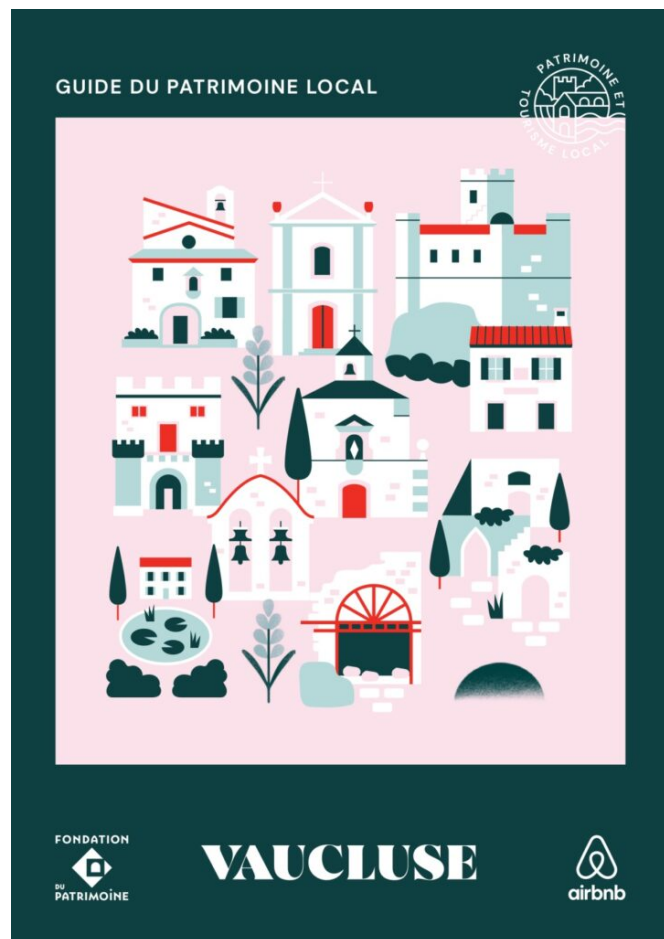


La délégation Provence-Alpes-Côte-d'Azur de la [Fondation du patrimoine](#) et le Club de la communauté [Airbnb](#) du Vaucluse viennent de lancer le Guide du patrimoine local du Vaucluse afin de (re)découvrir les trésors du département.

Après le lancement de plusieurs Guides du patrimoine local, comme ceux de l'Indre-et-Loire, du Finistère, ou encore de la Gironde, la liste des Guides proposés par la Fondation du patrimoine et Airbnb s'épaissit avec celui du Vaucluse. Châteaux, remparts, jardins et chapelles... Le département vauclusien regorge de bijoux patrimoniaux qu'on ne se lasse pas de découvrir ou de redécouvrir.

Ecrit par le 3 juin 2026

Ce guide a pour objectif de mettre en lumière une sélection de lieux patrimoniaux à visiter, souvent méconnus des voyageurs de passage, voire des Vauclusiens eux-mêmes. [Disponible gratuitement sur internet](#), le guide sera également disposé dans les offices de tourisme prochainement.



Dix lieux sélectionnés

Si le Vaucluse possède en son sein bon nombre de lieux qui font honneur à son patrimoine, faire un choix s'est avéré difficile. Seulement dix lieux ont été sélectionnés par un comité composé de membres de la délégation Paca de la Fondation du patrimoine et du Club de la communauté Airbnb du Vaucluse pour faire partie du guide. Parmi eux : le Château de Thézan à Saint-Didier, la Chapelle du Groseau à Malaucène, ou encore la Porte et les Portails des remparts à Lacoste. Chaque lieu est accompagné d'une description et d'une photo, mais aussi de quelques détails techniques tels que le parking, ou bien l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

En plus de ces dix lieux d'exceptions, le guide propose une catégorie 'Recommandations des hôtes sur Airbnb' avec des lieux tout aussi emblématiques du département, dont certains ont déjà une belle réputation parmi les touristes, d'autres sont moins connus.

Ecrit par le 3 juin 2026

La préservation du patrimoine

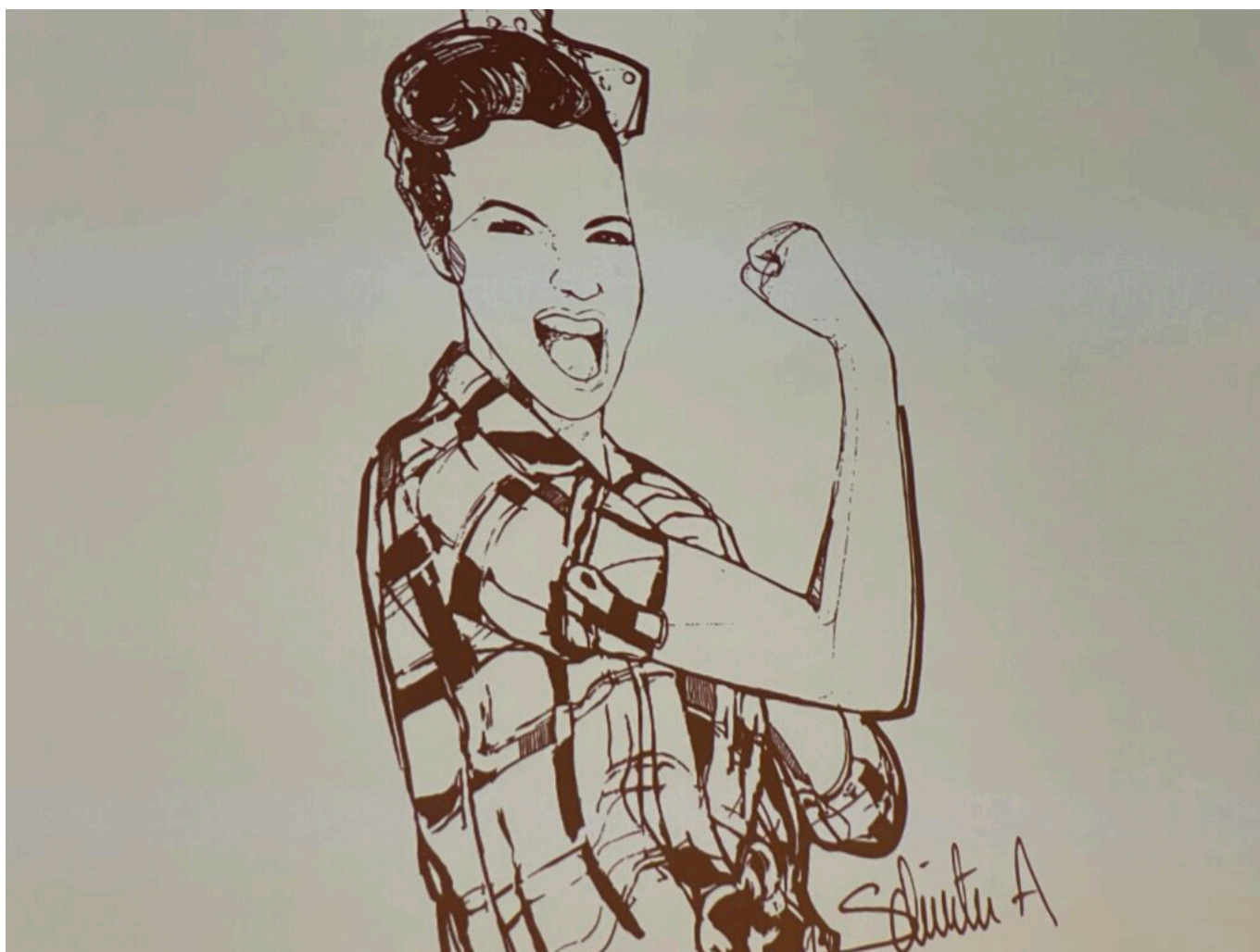
Ce partenariat entre la Fondation du patrimoine et Airbnb n'a pas seulement un but touristique, il représente également l'engagement des deux entités en faveur de la préservation du patrimoine français. À la fin de l'année 2021, la Fondation a lancé le programme 'Patrimoine et Tourisme local', dont Airbnb est le principal mécène avec un soutien de 5,6 millions d'euros. L'objectif de ce programme est de soutenir jusqu'à 200 projets de réhabilitation publics et privés dans toute la France rurale pendant 3 ans. Cela sera bénéfique non seulement pour le patrimoine français en lui-même, mais également pour l'attractivité de ses territoires.

Cette volonté de préserver le patrimoine est également portée par la Mission du patrimoine, déployée par la Fondation du patrimoine et portée par Séphane Bern. La Mission patrimoine a sélectionné 100 projets départementaux en 2022. Chaque projet va recevoir une dotation, dont [la Maison du Roi René à Avignon](#) qui présente aujourd'hui une stabilité fragile qui pourrait mettre en danger l'édifice et ses bénéficiaires. Les travaux devraient s'achever fin 2024 ou début 2025.



La Maison du Roi René. ©Fondation du Patrimoine

Les Femmes chefs d'entreprise mises à l'honneur à Marseille



Jeudi 8 décembre avait lieu la soirée [Cote magazine](#) mettant à l'honneur les FCE Région Sud avec la soirée 'Femmes dirigeantes'. Direction le quartier de la Valentine à Marseille. Il pleut à verse et la nuit noire engloutit toutes les voitures passé l'étang de Berre. Arrivée au château de la Buzine, ancienne demeure d'Augustine, la maman de Marcel Pagnol, devenu un haut lieu de la culture. Au fil des pièces, des ouvrages, des films, et deux costumes de l'académicien veillent

Ecrit par le 3 juin 2026

toujours sur ces vieilles pierres qui résonnent encore du pas de son enfance.

[Nadia Esposito](#), la présidente des [FCE Vaucluse](#) nous propose un co-voiturage avec [Charlotte Trossat](#), - fondatrice de Local en Bocal - qui part chercher son trophée dans la catégorie Environnement. Nous rejoindrons [Isabelle Rimbaud](#) -des imprimeries éponymes- ainsi que Catherine Conseil et [Céline Charnay](#) d'autres FCE venues également ovationner leur past présidente, Alexandra Farnos récipiendaire du Prix international. Les deux vauclusiennes se taillent -d'une pierre deux coups - un joli portrait dans '[Cote magazine](#)' qui fête les femmes chefs d'entreprise du Sud-est et également les 35 ans des éditions Cote.



Valoriser le territoire et surtout ses acteurs

«'Cote magazine' a été fondé en 1987, relate Claude Henri Menu fondateur des Editions Cote et président du directoire pour mettre en valeur les territoires de la Provence et de la Côte d'Azur et les acteurs qui les constituent, «des hommes et des femmes essentiels à la réussite et au développement de ceux-ci. Nous récompensons les femmes cheffes d'entreprise, les architectes avec le trophée 'ArchiCote',

Ecrit par le 3 juin 2026

‘Cote Innov’ conçu en partenariat avec l’Union patronale des Alpes Maritimes et qui met en scène l’innovation. Nous avons créé, depuis maintenant 4 ans, avec le corps médical, ‘Les palmes de médecine’ pour mettre en exergue la richesse et la diversité de notre système de santé, trophée qui sera développé, bientôt, en Provence. Notre leitmotiv ? Réussir, se développer, investir et faire que notre territoire soit le plus beau des territoires. » La soirée était présentée par Benjamin Perles, le volubile directeur de Cote magazine.



Claude Menu et benjamin Perles respectivement fondateur, dirigeant et directeur de Cote Magazine

Les FCE de la région Sud

La soirée a été organisée à l’initiative d’[Anne Jegat](#), -directrice générale du groupe [Someform](#), centre de formation- la nouvelle présidente des Femmes FCE de la région Sud. « Cette soirée est consacrée aux femmes chefs d’entreprise qui font bouger le territoire ainsi qu’à leurs amies et sympathisantes. Etre une FCE c’est être une femme formidable, engagée pour défendre son territoire aux côtés des hommes. C’est exigeant, ça demande beaucoup d’investissement. C’est la raison pour laquelle nous voulons les

Écrit par le 3 juin 2026

remercier et les mettre en valeur, ainsi que leurs activités. Merci à Cote Magazine de nous permettre de faire cette démarche.»

Helen traiteur

Charlotte Trossat, fondatrice de Local en bocal a reçu le trophée environnement des mains d'[Eric-Helen Louis](#) dirigeant d'[Helen traiteur](#) et de son fils Arnaud, entreprise située à Morières-lès-Avignon. «Ce qui nous tenait à cœur ? Le don alimentaire parce qu'il faut savoir dans notre métier, auparavant, nous n'avions pas le droit de donner les retours de réception, même s'ils n'étaient pas sortis du froid. Nous l'avons fait quand même parce que donner à manger à des gens qui ont faim est important. Guillaume Garreau, alors député des Yvelines en a fait son combat, notamment envers les supermarchés. Nous l'avons rencontré ce qui nous a donné l'occasion de signer un pacte contre le gaspillage alimentaire au niveau national pour l'ensemble des traiteurs. Dorénavant, nous avons le droit de donner aux associations partenaires avec l'accord préalable du client et sans qu'il y ait eu de rupture de chaîne du froid. Nous avons ainsi donné, cette année, plus de 1 200 repas.»



Ecrit par le 3 juin 2026

Eric Helen Louis et son fils Arnaud

Local en bocal

«Nous sommes ravis d'offrir ce trophée à [Charlotte Trossat](#) pour Local en bocal parce que nous sommes complémentaires, expliquait Eric-Helen Louis. Nous utilisons de mini légumes très esthétiques lorsque Charlotte fait le contraire et fait des miracles avec des légumes qui ne sont pas esthétiques.

«Merci à Cote Magazine et aux FCE, entame Charlotte Trossat également présidente du [Critt](#) agroalimentaire Provence-Alpes-Côte d'Azur-. Le gaspillage alimentaire existe depuis longtemps même s'il est désormais sur le devant de la scène. Malheureusement c'est toujours d'actualité avec des tonnes et des tonnes de légumes jetés, chaque année, en France et dans le monde. Ce gaspillage se fait souvent au niveau des exploitations agricoles. Pas par plaisir, mais parce que la société est trop habituée aux beaux légumes, jolis, propres et non tâchés. J'ai créé la conserverie artisanale Local en Bocal à Avignon -Agroparc- il y a 7 ans, où nous ne travaillons qu'en bio. Nous achetons 'les légumes moches' aux agriculteurs pour en faire des soupes, des compotes, des tartinables... Des produits principalement commercialisés sous la marque 'A côté'. Nous sommes par ailleurs impliqués dans l'inclusion puisque nous sommes entreprise d'insertion : les légumes moches créent des emplois !»

Ecrit par le 3 juin 2026



Charlotte Trossat fondatrice de Local en bocal

Le prix international

« Nous avons été présidente FCE ensemble, réélues à la Chambre de commerce Région ensemble, c'est une belle histoire », relate [Sylvie Plunian](#), présidente de la délégation FCE Marseille.

«C'est à la fois émouvant et inspirant d'être là, apprécie [Alexandra Farnos](#), dirigeante de son [entreprise](#) depuis 2004. Quand je vois tous ces portraits de femmes, ces entreprises... J'ai trois mots pour définir ce trophée : une vocation, un métier et une reconnaissance. Petite déjà je voulais voyager et travailler à l'international. Ce que je voulais petite est aujourd'hui réalisé. J'ai toujours vécu et travaillé à l'étranger et y ait appris 5 langues. J'aime l'échange, la culture, au propre comme au figuré puisque je travaille dans les fruits et légumes où j'accompagne les producteurs bio, un peu partout dans le monde à se développer. J'arbore avec fierté mon insigne FCE dont je suis membre depuis 2017. J'ai été past présidente du Vaucluse et suis désormais ambassadrice et aussi Conseiller du commerce extérieur de la France, nommée par le 1^{er} ministre Jean Castex grâce à [Fabienne Joanny](#) présidente FCE de Cannes qui m'a permis de postuler. Merci aux FCE et à Cote magazine. »

Ecrit par le 3 juin 2026

Plus de 150 personnes ont assisté et échangé ce jeudi 8 décembre à 19h, au Château de la Buzine, quartier de la Valentine à Marseille, lors de cette très élégante et conviviale soirée.



Sylvie Plunian remettant le prix international à Alexandra Farnos

Ecrit par le 3 juin 2026



Fédé BTP 84, année écoulée et perspectives, Daniel Léonard, président de l'interprofessionnelle livre réflexions et feuille de route

Ecrit par le 3 juin 2026



Daniel Léonard -Midi travaux- a succédé à Christian Pons -Vinci construction France, Girard et Travaux du midi- en octobre dernier, à la présidence de la très reconnue Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics d'une activité pesant, dans le département, en termes de commande publique, 660M€. Dans cet entretien il évoque la transformation des métiers du BTP dictée par la Loi Climat et résilience ainsi que le dispositif Zéro artificialisation nette.

En Vaucluse, l'activité BTP représente 9 300 établissements dont 2 300 emploient un salarié et plus. Le secteur de la construction, quant à lui, constitue 12% du tissu économique du département. Au 3e trimestre 2022, 12 800 salariés y sont employés ce qui représente 10% du salariat en Vaucluse et 1 120 équivalents temps plein en intérim. Quant à la formation ? 1 200 jeunes sont formés aux métiers de production du BTP dont 70% en apprentissage. Enfin, la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics compte 370 adhérents et représente 5 000 emplois. Une fois le portrait dressé de l'interprofessionnelle, qu'en est-il de la conjoncture ?

Les chiffres de la conjoncture 2021- 2022

«En autorisation de logements, nous sommes à +2% alors qu'en autorisation de permis de construire de logements nous sommes à -11% détaille Daniel Léonard. Au chapitre de l'activité du trimestre sur les travaux publics nous sommes à -6% et en cumulé à - 5%. Le volume de béton prêt à l'emploi a augmenté de 4% alors que nous sommes en baisse du nombre de chantiers, ces chiffres indiquent donc une activité axée sur du bâtiment collectif. Quant au nombre d'appels d'offres publiés nous sommes à +12%, ce qui est de bonne augure» sourit le président de la fédération.

Ecrit par le 3 juin 2026

Les projets en cours, en Vaucluse

«En Vaucluse 317 projets sont en cours -dont 199 bâtiments pour 413M€ et 118 opérations de travaux publics pour 243M€- pour une valeur de 656M€. Le 1^{er} donneur d'ordre du Vaucluse reste les collectivités locales avec 190 projets pour un budget de 333M€. 55% des 317 projets vauclusiens sont à moins d'1M€, 33% de 1 à 5M€ et 12% supérieurs à 5M€. Les deuxièmes donneurs d'ordre sont l'Etat et les grandes entreprises (centres hospitaliers, ports, Enedis, SnCF... qui portent 61 projets pour 235M€. Arrivent en 3e position les bailleurs sociaux avec 66 projets pour 87M€.»

Les problématiques ?

«Nous observons un nombre conséquent de permis de construire, le hic ? Beaucoup ne semblent pas aboutir ou sont longs à être réalisés Pourquoi ? Un industriel aura besoin de 2 ans pour 'sortir' son projet, le temps de le murir et de le chiffrer. Alors qu'il est en phase de démarrer son chantier, il ne le peut plus parce son coût a augmenté d'au moins 20%, un effet collatéral de l'inflation, du coût des matériaux et des flux.»



Ecrit par le 3 juin 2026

Copyright Mireille Hurlin

Les collectivités

«Beaucoup de projets doivent émerger des collectivités parce qu'ils sont programmés. Ce qui pose la question de savoir où prélever le surcoût qui n'a pas été budgété. Le plus grand risque ? Que cet argent soit extrait de l'enveloppe destinée à l'entretien de la commune ce qui aura pour conséquence de grever les budgets à venir, car lorsque l'entretien d'une commune n'est pas fait, les dégâts peuvent s'avérer considérables.»

L'Emploi

«Au chapitre des emplois, le nombre de salariés a baissé de 1%, ce qui veut dire que les entreprises essaient de conserver au maximum leur personnel. Comme d'habitude et malheureusement la variable d'ajustement reste l'intérim. Si nos adhérents subissent l'inflation professionnellement, ils sont aussi très conscients que leurs salariés souffrent ce qui crée des tensions à sein des entreprises. C'est une charge mentale qui fragilise les gens. nous aimerions augmenter la rémunération de nos salariés pour faire face à l'inflation mais nos structures ne dégagent hélas pas de marges suffisantes pour le faire.»

Le carnet de commande

«Nous sommes toujours sur l'effet de roulement de 2022 avec des plannings remplis jusqu'en mars, avril. Après cette date il y a, en effet des projets mais qui, pour le moment, ne sortent pas. Les permis de construire sont autorisés, maintenant il faut que ces projets se réalisent et pour cela ils doivent être lancés. L'autre point d'achoppement ? Nous sommes désormais tenus par des marchés signés il y a un an et non-révisables. En revanche, les collectivités territoriales jouent le jeu du prix révisable à 45 jours. Ce n'est hélas pas systématiquement le cas des bailleurs sociaux. Il faut alors beaucoup parlementer, justifier, négocier, alors qu'aujourd'hui le prix révisable devrait être acquis en raison de la conjoncture... Concernant la construction d'immeubles privés les prix là encore ne sont pas révisables. La raison ? Le prix des appartements vendus reste ferme et le surcoût de la construction dû à l'inflation ne peut être ni absorbé par le constructeur, ni par les acheteurs. Le plus gros risque ? C'est qu'une entreprise disparaisse en cours de chantier ce qui induirait du retard dans les travaux toujours lié à une constante augmentation du coût des matériaux.»

La hausse des matériaux est-elle réelle ou spéculative ?

«Pour certains produits c'est la triste réalité puisque pour les concevoir ils passent au four, comme, par exemple, les produits de finition tels que les tuiles ou le plâtre, cependant les prix semblent s'envoler bien au-delà du surcoût de l'énergie. Les assurances de crédit seraient d'ailleurs les plus à même de le révéler puisqu'elles connaissent les marges de notre secteur. Les entreprises du BTP sont devenues des structures à risque alors que nos fournisseurs n'ont jamais fait autant de marges.»

Conjoncture

«Actuellement nous comptons 370 adhérents dont certaines entreprises sont fragilisées par la conjoncture cependant nous ne déplorons pas de défaillance. Notre marge diminue et donc la rentabilité de l'entreprise. Notre posture ? Nous limitons l'accès aux chantiers dont nous savons qu'ils ne sont pas révisables. De fait, nous nous orientons vers d'autres chantiers tels que ceux lancés par les collectivités

Écrit par le 3 juin 2026

et l'Etat.»

La révolution du Dispositif Zan ?

«Oui, le dispositif Zan nous inquiète. Le 'Zéro artificialisation nette' implique que nous ne travaillerons plus que sur de l'existant. Pour la partie TP -Travaux publics- ça signifie que l'on ne pourra plus créer de route ou de plate-forme. Nos professions vont devoir se réorienter vers d'autres métiers. Nous allons devoir dé-imperméabiliser les sols, ce que l'on fait déjà dans les écoles en remplaçant le goudron par des produits perméables comme de la résine drainante qui ne produit pas de chaleur en été.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Copyright Mireille Hurlin

Une nouvelle économie du réemploi, de la logistique et de l'organisation

«En ce qui concerne le bâtiment, nous travaillerons plus sur la réhabilitation et le changement d'usage. Là encore, ce sont de nouveaux métiers, de nouvelles façons de travailler via la déconstruction, source d'une nouvelle économie, et non plus de la démolition afin de diminuer drastiquement l'enfouissement de

Écrit par le 3 juin 2026

déchets. D'ailleurs on ne parle plus de déchets mais de ressources. Avec le tri, le stockage, la tenue d'inventaire, nous redonnons vie à l'existant via le réemploi et le recyclage. D'ailleurs lorsque l'on parle de déconstruction, on parle de diagnostic, de coûts et de réemploi en face, afin d'aligner toutes les opérations dans les délais les plus courts. Ce marché de la déconstruction existe depuis toujours pour les bâtiments anciens, maintenant il se fera systématiquement.»

Accepter un diagnostic RE2020 différent de l'attendu

«La réglementation environnementale 2020, prévue par la Loi Elan -évolution du logement, de l'aménagement et du numérique- réclame des bâtiments moins énergivores. Avec la déconstruction et le réemploi des matériaux -donc bas carbone- il faudra accepter que le diagnostic thermique soit moins efficace qu'avec de nouveaux matériaux neufs sans doute plus performants. Nous devons également être vigilants dans la lecture des appels d'offre à ce propos. Finalement, nous réapprenons à construire.»

Trouver des surfaces de stockage pour limiter les transports

«Chaque projet donne lieu à une nouvelle organisation : permis de démolir, diagnostic plomb, amiante, termites, capricornes, nouveau diagnostic déchet PEMD -produits, équipements, matériaux et déchets issus du bâtiment- qui sera utilisée lors de la déconstruction pour un nouveau chantier. Cela induit de trouver davantage de centres de recyclages couplés à des surfaces de stockage pour limiter les transports. Ces structures existent déjà à Pertuis, Cavaillon, Sorgues et Carpentras... Le problème ? Ces espaces ne peuvent pas stocker trop longtemps beaucoup de matériel. Si les matériaux de TP peuvent rester à l'air libre, les matériaux du bâtiment réclament des locaux fermés qui restent à trouver. Le challenge ? Mettre des filières en place en circuits courts.»

Changement d'adresse

«Aujourd'hui le siège de la fédération du Bâtiment et des Travaux publics, qui avait été acheté en 1946, est vendu. Le bâtiment accueillera désormais des appartements. Nous louerons, 300 m2 pendant 3 ans, à partir de fin janvier, des bureaux présents dans le bâtiment jusqu'alors dévolu à l'UIMM (Union des industries et des métiers de la métallurgie), 60, Chemin de Fontanille à Agroparc- Avignon. Nous y installerons nos salles de formation et de réunion ainsi que les 7 permanents qu'accueille notre structure.»

Le nouveau siège de la fédé BTP 84

«Le nouveau siège du BTP 84 s'étendra sur 800 m2 sur un terrain de 2 000 m2, acheté à Citadis. Le terrain jouxte le [Geiq BTP 84](#) (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, émanation de la Fédé BTP pour l'insertion professionnelle) situé 423 rue Jean Dausset et l'Urssaf (Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales). Le nouveau bâtiment s'établira à l'angle de la route de l'aérodrome et de la rue Dausset toujours à Agroparc. Le nouveau siège s'organisera autour de salles de formation, de réunion, d'un hall d'accueil et des bureaux des permanents.»

Pourquoi ce choix ?

«Pour rendre plus accessible et attrayante la Fédé BTP 84. A l'heure actuelle nous peinons à faire notre travail de fédération dans un centre-ville difficile d'accès et dont le tour de ville est embouteillé aux

Écrit par le 3 juin 2026

heures de pointes. Nos artisans et entreprises n'arrivent plus ni à venir physiquement ni à se garer. La logique voulait donc que nous prenions en compte ces éléments, quitte à renoncer à cette belle adresse ce qui nous émeut toujours autant, mais je crois que nous n'avions plus le choix, nous perdions le lien, trop de temps à essayer de nous retrouver.»



Copyright Mireille Hurlin

Le Vaucluse se dote d'un Service public dédié à l'insertion et l'emploi

Ecrit par le 3 juin 2026



L'Etat, Pôle Emploi, le Département de Vaucluse, la Région Sud, la Caisse d'allocation familiale (Caf) et la Mutualité sociale agricole (MSA) des Alpes-Vaucluse viennent de signer la charte d'engagement entérinant la création du Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) qui a pour objectif de rendre plus efficace l'accompagnement vers l'emploi.

Le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi se trouve au cœur de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Depuis 2020, 14 premiers territoires ont pu l'expérimenter, puis 31 en 2021 et 34 cette année, dont le Vaucluse. Cette structure repose sur l'idée que seul l'accès à l'emploi permet une sortie durable de la pauvreté.

Le SPIE a pour but de coordonner l'intervention de toutes les structures agissant dans les parcours vers l'emploi rendre plus efficace l'accompagnement vers l'emploi en mutualisant les compétences, en coordonnant la prise en charge globale des personnes et en tenant compte des réalités socio-économiques des territoires. Les démarches seront ainsi simplifiées et fluidifiées.

Un accompagnement basé sur le bassin d'emploi

Le Vaucluse compte quatre bassins d'emploi distincts : le Haut Vaucluse, le Grand Avignon, le Nord

Ecrit par le 3 juin 2026

Vaucluse, et le Sud Vaucluse. Le SPIE prévoit donc de s'adapter à chacun d'entre eux afin de concorder avec les réalités et les évolutions de chaque territoire.

Les acteurs d'un même bassin se réuniront afin de mettre leurs actions en commun et d'assurer un suivi personnalisé à chacun. Cette structure va également permettre une synergie entre les acteurs économiques des différents territoires du département, afin de mieux prendre en compte les opportunités du marché local de l'emploi.

Une démarche main dans la main avec les bénéficiaires

Les parcours vers l'emploi seront co-élaborés par les professionnels du SPIE et ses bénéficiaires, en s'appuyant sur les motivations de ces derniers et leur situation. C'est dans cette action que réside la volonté de la structure d'apporter un accompagnement personnalisé.

Le SPIE prévoit même la création d'un 'collectif témoin' qui sera composés de nombreux bénéficiaires qui témoigneront du niveau de leur satisfaction afin de permettre aux professionnels d'adapter leurs pratiques.

Qui peut se tourner vers le SPIE ?

Le SPIE s'adresse à toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion sur le marché du travail comme les allocataires du RSA, les personnes en situation de handicap, les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes, ou encore les familles monoparentales.

Ils pourront bénéficier d'un accompagnement global, sans rupture, grâce au regroupement d'acteurs qui vont mobiliser tous leurs atouts. Cette union des forces regroupera les services de l'Etat, Pôle Emploi, les Missions locales, les collectivités locales, le Département, la Région, la CAF, la MSA mais aussi des associations et des entreprises locales.

V.A.

Grand Avignon, Etat des lieux des logements sociaux et charte d'attribution

Ecrit par le 3 juin 2026



Le traitement des données RPLS (Répertoire du Parc Locatif Social) du Vaucluse 2021 est terminé. Ce fichier, qui couvre la quasi-intégralité du parc social hors logements conventionnés ANAH (Agence nationale de l'habitat), dans le département, totalise pour l'année 2021, 18 186 logements conventionnés soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente qui en comptabilisait 18 078.

Charte

Lors de la séance du 26 septembre, le conseil communautaire a également adopté la Charte partenariale des attributions de logements sociaux du Grand Avignon. Cette charte a pour objectifs : De poser et de légitimer les attentes des maires et des élus du Grand Avignon dans le cadre des attributions, de l'accueil du demandeur jusqu'à la mise en location du logement ; De partager et d'objectiver les constats et pratiques suite au travail de concertation engagé avec les acteurs ; De fluidifier les relations élus, bailleurs sociaux, techniciens des communes et autres réservataires ; De poser les bases d'un travail partenarial solide, pour les années à venir, dans le cadre des commissions d'attribution des logements sociaux.

La voix des maires

Cette charte permet d'exprimer fortement le souhait des maires et élus du Grand Avignon d'être associés étroitement au processus d'attribution, étant en première ligne dans l'information et l'accueil des demandeurs. Elle constitue la première pierre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) dont la finalisation est prévue au 1er semestre 2023.

Sources Au fil du PLH, Aline Clozel

MH

(carte interactive) Vaucluse : où retrouver les festivités de Noël ?



Les festivités de Noël sont officiellement lancées ! Tout au long du mois de décembre, retrouvez sur cette carte interactive mise à jour régulièrement le programme des festivités de Noël de Vaucluse.

La carte interactive des festivités de Noël de Vaucluse.

Opération d'abandon simplifié d'armes : 1783 armes collectées en Vaucluse



Du 25 novembre au 2 décembre, la préfecture de Vaucluse a participé à une opération nationale d'abandon et de régularisation d'armes. Cette opération, pilotée par le Service central des armes et explosifs (SCAE), a permis aux particuliers de remettre aux forces de l'ordre les armes et munitions qu'ils ne souhaitent pas garder et d'enregistrer celles qu'ils voulaient conserver.

Les particuliers ont pu se rendre aux gendarmeries d'Apt et de Pernes-les-Fontaines, et à l'Hôtel de Ville d'Avignon. Sur les trois points de collecte, 1783 armes et 24871 munitions ont été abandonnées à l'État, et 383 comptes ont été créés dans le Système d'information sur les armes (SIA), permettant de régulariser la détention de 994 armes jusqu'alors non déclarées. Sur l'entièreté du territoire français,

Écrit par le 3 juin 2026

près de 200 000 armes sont sorties de la clandestinité, et 4 millions de munitions et projectiles ont été collectés.

Bien que l'opération ait pris fin il y a quelques jours, l'abandon des armes non déclarées reste possible auprès des commissariats de police et des gendarmeries selon la procédure classique. Pour [enregistrer une ou plusieurs armes](#), il faut créer un compte détenteur d'arme héritées ou trouvées dans le SIA, dont le module reste ouvert.

V.A.